



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
9 novembre 2009
Français
Original: anglais

Troisième session

Doha, 9-13 novembre 2009

Projet de rapport

Rapporteur: Eugenio **Curia** (Argentine)

I. Introduction

1. Par sa résolution 58/4 du 31 octobre 2003, l'Assemblée générale a adopté la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui est entrée en vigueur le 14 décembre 2005.
2. En application du paragraphe 1 de l'article 63 de la Convention, une Conférence des États parties a été instituée pour améliorer la capacité des États parties à atteindre les objectifs énoncés dans la Convention et renforcer leur coopération à cet effet ainsi que pour promouvoir et examiner l'application de la Convention.

II. Organisation de la session

A. Ouverture de la session

3. La Conférence a tenu sa troisième session à Doha, du 9 au 13 novembre 2009. Cette session a comporté [...] séances. La Conférence disposait de ressources pour tenir [10] séances avec des services d'interprétation complets. Les séances supplémentaires se sont imposées en raison de l'ordre du jour chargé et de la nécessité de donner aux experts la possibilité d'avoir des échanges et de débattre sur diverses questions de fond.
4. Le 9 novembre, le Président sortant a invité la Conférence à élire son président pour la troisième session. La Conférence a élu par acclamation Ali bin Fetais Al-Marri (Qatar) à la présidence.



5. Après avoir été élu à la présidence de la troisième session de la Conférence, M. Al-Marri, Procureur général du Qatar, a fait une déclaration liminaire dans laquelle il a mis en avant les défis que la corruption représentait pour tous les pans de la société et les effets néfastes qu'elle avait sur le développement et la croissance économique. Pour préserver les sociétés de la corruption, il était capital de promouvoir l'état de droit et de garantir la transparence. L'un des meilleurs instruments dont disposait la communauté internationale pour guider les États dans les efforts qu'ils déployaient pour prévenir et combattre la corruption était la Convention des Nations Unies contre la corruption. M. Al-Marri a souligné que la Convention, cadre de base pour toutes les mesures prises par les États pour combattre ce fléau, était la clef qui permettrait d'éliminer la corruption. Il a exhorté tous les États à poursuivre l'objectif commun d'une société exempte de corruption.

6. Le Président a invité le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) à faire une déclaration liminaire.

7. Le Directeur exécutif, se référant à la crise financière mondiale, qui avait déclenché une crise économique puis une crise sociale, a noté que le monde avait changé depuis la dernière session. S'il était inexact de dire que la faute en était à la corruption, le rôle de celle-ci en tant qu'accoucheuse de la crise devait être reconnu et abordé. Le Directeur exécutif a invité instamment les États Membres à saisir l'opportunité qu'offrait la crise actuelle: une chance unique de fonder le système mondial sur les règles d'intégrité consacrées par la Convention. Il a appelé la Conférence à se servir de la Convention comme d'un schéma sur lequel rétablir la confiance en les marchés, les entreprises et les gouvernements, comme les dirigeants du Groupe des Vingt en avaient déjà convenu. La corruption était non seulement un crime grave en soi, elle facilitait également d'autres formes de criminalité, telles que le commerce illégal, le terrorisme et la criminalité organisée. Le Directeur exécutif a noté que les services de détection et de répression avaient un rôle important à jouer, mais qu'il fallait en même temps faire plus pour prévenir la corruption, en particulier par la mise en place de services indépendants de lutte contre la corruption et par la transparence des pratiques de recrutement, d'appels d'offres et d'achat. Il a déclaré que, pour pouvoir effectivement évaluer les efforts de tous les États parties, la Conférence devait parvenir à un accord sur un mécanisme d'examen transparent, non intrusif, non exclusif et juste qui renseignerait la communauté internationale sur l'efficacité de la Convention et permettrait d'apporter une assistance technique ciblée. Il a appelé les États parties à "sceller l'accord" au Qatar et à adopter le mécanisme qui montrerait clairement au monde, pour la première fois, ce qui était fait en matière de lutte contre la corruption.

B. Élection du Bureau

8. À sa 1^{re} séance, le 9 novembre, la Conférence a élu par acclamation Ali bin Fetais Al-Marri (Qatar) Président de la Conférence.

9. À la même séance, elle a élu par acclamation les trois Vice-Présidentes et le Rapporteur suivants:

Vice-Présidentes: Taous Feroukhi (Algérie)
Dominika Krois (Pologne)
Elizabeth Verville (États-Unis d'Amérique)

Rapporteur: Eugenio Curia (Argentine)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

10. À sa 1^{re} séance, le 9 novembre 2009, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant pour sa troisième session:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la troisième session de la Conférence;
 - b) Élection du Bureau;
 - c) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux;
 - d) Participation d'observateurs;
 - e) Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs;
 - f) Débat général.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption:
 - a) Consultation d'experts sur la prévention de la corruption;
 - b) Consultation d'experts sur l'incrimination;
 - c) Consultation d'experts sur la coopération internationale.
3. Recouvrement d'avoirs.
4. Assistance technique.
5. Examen de la question de la corruption de fonctionnaires d'organisations internationales publiques.
6. Examen des prescriptions en matière de notification, conformément aux articles pertinents de la Convention (art. 6, par. 3; art. 23, par. 2 d); art. 44, par. 6 a); art. 46, par. 13 et 14; art. 55, par. 5; et art. 66, par. 4).
7. Autres questions.
8. Ordre du jour provisoire de la quatrième session.
9. Adoption du rapport.

11. À sa 1^{re} séance, le 9 novembre, le Bureau a discuté de la répartition des tâches entre ses membres. Au vu des multiples activités qui exigeaient la présence et le concours direct de ses membres, il a décidé de prier le Rapporteur d'animer des consultations informelles sur l'établissement du mécanisme d'examen. Il l'a fait compte tenu aussi de ce que le Rapporteur avait déjà participé à des consultations

informelles sur le sujet à Vienne, entre la dernière réunion du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention et la troisième session de la Conférence.

D. Participation

12. Les États parties à la Convention suivants étaient représentés à la troisième session de la Conférence: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Chypre, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Équateur, El Salvador, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Haïti, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République populaire démocratique lao, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen et Zimbabwe.

13. Les États signataires de la Convention ci-après étaient représentés par les observateurs de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, de la Côte d'Ivoire, de l'Inde, de l'Irlande, du Japon, du Liechtenstein, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, du Soudan, du Swaziland et de la Thaïlande.

14. La Communauté européenne, organisation régionale d'intégration économique signataire de la Convention, était représentée à la session.

15. Oman, État doté du statut d'observateur, était également représenté.

16. La Palestine, entité ayant été invitée à titre permanent par l'Assemblée générale à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices, était représentée par un observateur conformément à l'article 16 du règlement intérieur.

17. Les services du Secrétariat, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et autres organisations des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs: Bureau du Pacte mondial, UNODC, Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour la population, Basel Institute on Governance, Commission économique pour l'Afrique, Banque mondiale et Organisation mondiale de la Santé.

18. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Association internationale des autorités anti-corruption, Banque asiatique de développement, Conseil de l'Europe, Conseil de l'Union européenne, Ligue des États arabes, Organisation de coopération et de développement économiques et Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

19. Les autres organisations internationales suivantes étaient représentées par des observateurs: Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption et U4 Anti-Corruption Resource Centre.
20. Les partenaires de l'UNODC suivants étaient représentés par des observateurs: École supérieure internationale de lutte anticorruption, Microsoft Corporation et PriceWaterhouseCoopers.
21. Les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, étaient représentées par des observateurs: Alliance mondiale contre la traite des femmes, Anti-Slavery International, Article 19: Centre international contre la censure, Association internationale des procureurs et poursuivants, Centre d'études des femmes de la Méditerranée, Christian Aid, Fédération internationale des ingénieurs-conseils, Forum économique mondial, Fundación Mujeres en Igualdad, Human Rights Information and Training Centre, Japan Federation of Bar Associations, Tearfund et Transparency International.
22. Conformément à l'article 17 du règlement intérieur, le Secrétariat a distribué une liste d'organisations non gouvernementales compétentes qui ne sont pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et qui ont sollicité le statut d'observateur. Par la suite, il a fait parvenir des invitations aux organisations non gouvernementales concernées.
23. Les autres organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Afro-Egyptian Human Rights Organization, Associação Contas Abertas, Association Sherpa, Buddhism and Society Development Association, Building Resources Across Community University, Centre for Applied Sociology, Centre for Development and Democratization of Institutions, Centre for Law and Research International, Community Aid, Council of Geopolitics Foundation, Fundar Centro de Análisis e Investigación, Global Network for Good Governance, Global Witness, Human Rights and Development Trust of Southern Africa, Indonesia Corruption Watch, Luta Hamutuk, Pakistan Institute of Legislative Development and Transparency, Redemption Health Foundation for Sustainable Rural Development and Conservation, Sahkar Social Welfare Association, Stat View International, Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, Transparency and Accountability Network, Welfare Association for the Development of Afghanistan et Zero Corruption Coalition.

E. Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs

24. L'article 19 du règlement intérieur dispose que le Bureau de la session examine les pouvoirs des représentants et fait rapport à la Conférence. Aux termes de l'article 20, en attendant que le Bureau statue sur leurs pouvoirs, les représentants sont autorisés à participer à la session à titre provisoire. Le représentant d'un État partie à l'admission duquel un autre État partie a fait objection siège provisoirement avec les mêmes droits que les autres représentants jusqu'à ce que le Bureau ait fait rapport et que la Conférence ait statué.
25. Le Bureau a indiqué à la Conférence que, sur les [...] États parties représentés à la troisième session, [...] s'étaient conformés aux exigences en matière de pouvoirs. [...] États parties, à savoir [...], ne s'étaient pas conformés aux dispositions de

l'article 18 du règlement intérieur. Le Bureau a rappelé que chaque État partie était tenu de communiquer les pouvoirs de ses représentants conformément à l'article 18, puis il a invité les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à remettre au secrétariat, dès que possible mais au plus tard le [...] novembre 2009, les originaux des pouvoirs de leurs représentants. Le Bureau a également indiqué à la Conférence qu'il avait examiné les communications écrites qui lui étaient parvenues et qu'il les avait jugées recevables.

26. La Conférence a adopté le rapport du Bureau concernant les pouvoirs à sa [...] séance, le [...].

F. Documentation

27. À sa troisième session, la Conférence était saisie, en plus des documents établis par le Secrétariat, de documents contenant des propositions et contributions présentés par les Gouvernements [...] (CAC/COSP/2009/L.[...]-[...]).